

Climat : le Royaume-Uni s'engage à la neutralité carbone d'ici 2050

Par Aude Massiot

Theresa May a voulu marquer le coup avant son départ du gouvernement, le mois prochain, [dès qu'un successeur aura été trouvé](#). Pour cela, la Première ministre a décidé de placer le Royaume-Uni en tête des pays riches les plus ambitieux dans la lutte contre le changement climatique.

Mercredi, la leader conservatrice dépose un amendement pour engager son pays à atteindre la neutralité carbone d'ici à la moitié du siècle. L'amendement est ajouté au *Climate Change Act* de 2008 sous la forme d'un instrument statutaire, c'est-à-dire que les parlementaires n'ont pas à l'approuver.

Soutien du lobby industriel

«Ce pays a guidé le monde vers l'innovation pendant la Révolution industrielle, et maintenant nous devons montrer la voie vers une forme plus verte de croissance, a déclaré Theresa May, ne quittant pas son positionnement libéral en faveur de la croissance économique. Attendre n'est pas une option. Atteindre zéro émission nette pour 2050 est un objectif ambitieux mais crucial pour préserver notre planète pour les générations futures.»

Signe que le vent tourne dans le secteur privé, la Confédération de l'industrie britannique a apporté son soutien à l'engagement de la Première ministre.

Actuellement, aucun pays occidental n'a légiféré sur une telle visée, pourtant recommandée par [le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#) publié fin 2018.

Compensation carbone

L'engagement de la Première ministre fait suite à la publication d'un autre rapport, début mai, du [Comité sur le changement climatique](#). L'organisme indépendant public concluait que le pays pouvait mettre fin à sa contribution au dérèglement mondial d'ici trente ans, s'il se fixait pour but de réduire ses émissions de gaz à effet de serre à zéro d'ici à 2050.

A lire aussi [Climat : la neutralité carbone peut-elle nous sauver ?](#)

Le gouvernement français a aussi inscrit cette ambition [dans la loi énergie-climat](#) en cours d'étude à l'Assemblée nationale. Il veut engager l'Hexagone à «atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 en divisant les émissions de gaz à effet de serre par un facteur supérieur à six entre 1990 et 2050». La Finlande s'apprête à aller encore plus loin en visant la neutralité carbone pour 2035 dans une nouvelle

version de son *Climate Act*. La Norvège vise 2030, mais en autorisant la compensation carbone.

Ce biais, sur lequel veut aussi se fonder le gouvernement britannique, consiste à financer des projets censés être bénéfiques pour la régulation du climat, via un mécanisme de crédits carbone. Mécanisme sur lequel les Etats n'ont justement pas réussi s'entendre lors de la Conférence de l'ONU sur le climat (COP24), en décembre en Pologne. Et que le [Comité sur le changement climatique](#) avait écarté, le jugeant contre-productif. Les Etats utiliseraient ces crédits carbone pour compenser leur retard dans leur objectif national de réduction des émissions.

Etat d'urgence

La prise de position de Theresa May est l'aboutissement d'une montée en puissance de la question climatique dans l'arène politique britannique depuis quelques mois. Après plusieurs semaines de mobilisation et d'occupation d'une partie de Londres par le mouvement citoyen Extinction Rebellion, le Parlement [a adopté une motion](#) déclarant l'état d'urgence climatique et écologique, début mai.

A lire aussi [A Londres, le climat échauffe les esprits](#)

Au niveau européen, les Vingt-Huit doivent justement approuver, ou non, la stratégie pour la neutralité carbone en 2050, [proposée fin 2018 par la Commission européenne](#), lors du prochain conseil, les 20 et 21 juin. Après avoir longtemps freiné les négociations sur [cette ambition portée par la France](#), l'Allemagne d'Angela Merkel serait prête à voter dans le sens de son allié outre-Rhin. La montée des Verts allemands aux élections européennes porte ses fruits.

[Aude Massiot](#)